

PROVINCE DE NAMUR

vers
l'avenir

www.actu24.be

Des réfugiés (200) pourraient passer l'hiver à Dinant

Surprise: Philippe Courard envisage l'hébergement de 200 candidats demandeurs d'asile à Dinant. Dans l'ancienne caserne.

● Emmanuel WILPUTTE

Étonnement à Dinant, mardi matin, lorsque la nouvelle se répand. On annonce l'arrivée de 200 candidats demandeurs d'asile dans l'ancienne caserne d'Anseremme. Le secrétaire d'État Philippe Courard (lire ci-dessous) a fait cette proposition à ses collègues du gouvernement fédéral, il faut encore l'étudier et, le cas échéant, la mettre en œuvre. Parmi les interlocuteurs privilégiés du socialiste, son collègue libéral Reynders, en charge de la Régie des Bâtiments.

Le bourgmestre Richard Fournaux a été prévenu « par la bande », il a dû lui-même vérifier l'information. Commentaires mayoraux : « J'ai eu un contact avec la Régie des Bâtiments et le cabinet Reynders, on est en pourparlers ». Première réaction, à chaud : « Quelle que soit la politique d'immigration de notre pays, que je ne cautionne pas trop, si cela entre dans le cadre d'un plan hiver, je ne suis pas contre. En tout cas si le gouvernement fédéral est réglé avec nous, pour s'en tenir à quelques mois et pas plus. On n'est pas inhumain,



Archives Eda

L'ancienne caserne fait partie d'une liste potentielle de sites qui pourraient accueillir des réfugiés, d'urgence.

ni fermés. Des gens sont à la rue. Ceci n'est que mon avis, nous devrions en discuter en collège jeudi. Maintenant, je ne voudrais pas que le projet de regroupement des services de la police fédérale à Anseremme tombe à l'eau ». Il faudrait encore que l'exécutif communal ait un autre pouvoir que celui de contester.

Sous le nez des policiers fédéraux ?

Dans les rangs de la police, on se dit bien plus inquiet. Les policiers fédéraux espèrent vraiment rallier l'ancienne école des sous-officiers, dans le grand partage des anciens locaux mili-

itaires imaginé en son temps. Il faut savoir qu'une partie a déjà été attribuée à la Ville (pour installer une école communale), qu'une autre servira temporairement aux services de la justice. Tribunal de commerce et justice de paix y prendront leurs quartiers d'ici quelques semaines, en attendant la construction du nouveau palais de justice (à Bouvignes, déménagement prévu en 2014).

Reste le morceau de « gâteau » cédé par la Défense à l'Intérieur. Et la concurrence crainte par les policiers, celle de Fedasil, pour l'installation de réfugiés. « Il est question d'une période

de 6 mois, mais quand on est dedans... », soupire une source policière. Dépit d'autant plus important que le projet d'installation de la PJJ et autres pandores du fédéral a été jugé démesuré par l'inspecteur des Finances. Un dossier revu sera introduit auprès de ce dernier, mais en attendant, l'arrivée de nouveaux occupants, inattendus, pourrait bien s'avérer imminente. Côté palais de justice, selon nos informations, on ne devrait pas se prononcer contre le voisinage avec les demandeurs d'asile. Voilà qui ajoute à la crainte policière de rater le coche. ■

INTERVIEW ● Philippe COURARD



Secrétaire d'État
(notamment) en charge de l'intégration sociale.

Qu'en est-il de ce projet d'accueil de candidats demandeurs d'asile à Dinant ?

L'ancienne caserne fait simplement partie d'une liste de sites potentiels, il n'y a pas encore

« Si cela se fait, l'accueil sera provisoire »

de décision du gouvernement. Je suis chargé de l'accueil, l'affectation de bâtiments fait partie des attributions de mon collègue M. Reynders. Les contacts bilatéraux que j'ai pu avoir avec mes différents collègues se font dans un excellent esprit de collaboration. Tout ce que je peux dire à propos de la caserne d'Anseremme, c'est qu'elle fait partie des sites possibles pour accueillir des personnes très rapidement, d'ici le 1^{er} décembre pour être clair. Il faut pour cela que les locaux soient accessibles comme tels, sans grands travaux.

Vous dites que l'accueil serait, le cas échéant, limité à la période

hivernale. Vous le garantissez ?

Je parle bien d'un accueil provisoire, le but est de passer l'hiver, jusqu'au mois de mars (NDLR. actuellement, de nombreux demandeurs d'asile se trouvent à la rue). Parallèlement, des solutions durables sont en chantier ailleurs, 400 places supplémentaires seront disponibles d'ici la fin de l'année, d'autres s'y ajouteront en 2010.

D'autres sites potentiels d'hébergement provisoire ont-ils été retenus, en province de Namur ?

Non, aucun autre site n'est actuellement envisagé en province de Namur. Mais rien

n'est exclu. Si on me parle d'un autre endroit adéquat... Pour rester dans la province de Namur, je rappelle que Florennes fait toujours partie des solutions plus structurelles.

Si le site de Dinant est retenu, cela va se passer comment ?

Je rappelle que rien n'est encore fait, ce n'est pas encore à l'ordre du jour du conseil des ministres. J'espère quand même que le site sera retenu par mon collègue en charge de la Régie des Bâtiments. Si cela se fait, les locaux seront mis à disposition de Fedasil (avec peut-être une part à la Croix-Rouge), qui collabore bien avec mes services.

VITE DIT

Beaucoup autour du gâteau

On en aura parlé de la nouvelle affectation de la caserne laissée vide par la Défense ! À un moment, dans le monde judiciaire, on a proposé d'y installer tous les services du palais de justice, histoire d'économiser à l'État la construction d'un nouveau palais, pour finir décidée. Époque de tensions avec la Ville, qui elle aussi, avait quelques projets. Elle a pu les mener à bien, à l'issue de nombreux palabres. Dans la coulisse, d'autres candidats (soutenus par la Ville) visaient leur part du gâteau : les policiers fédéraux disséminés dans plusieurs bâtiments, à Dinant. Ces derniers craignent que l'arrivée de réfugiés les prive d'un déménagement tant espéré. Même si le ministre rassure en jurant d'une solution transitoire.



Eda

2

Namur Feu vert ministériel aux Bateliers



Eda

3

Namur Les croupiers veulent un autre salaire



Eda

5

Namur Un pas vers la fusion avec Arlon

**SPORTS
RÉGION**

25-32